N° 190 2 € Septembre Octobre 2025

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France

INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE



Pour un mouvement populaire plus fort !

En France, la rentrée a connu un nouvel épisode de la crise politique, qui se situe dans la continuité du rebond de crise observé depuis la dissolution. Jusqu'au 8 septembre 2025, Bayrou a réussi à maintenir son gouvernement grâce aux alliances politiques au sein du Parlement bourgeois, qu'il s'agisse de la bienveillance des LR, du RN ou du PS en alternance. Mais la réalité sociale et les besoins populaires ont rapidement dépassé les manœuvres de Macron-Bayrou. Combiné à d'énormes affaires comme celle de Betharam jusqu'aux confins les plus violents de la bourgeoisie, le mécontentement du peuple-travailleur a commencé à se manifester y compris spontanément, à travers le mouvement du 10 septembre.

Bayrou - Lecornu 1 et 2 : continuité au service des monopoles

La politique des monopoles français (grandes entreprises) continue d'être appliquée par les gouvernements pour garantir les investissements et les profits par milliards dans l'armement, les nouvelles technologies et le capitalisme vert, même si ce dernier ne rapporte pas encore assez de leur point de vue. S. Lecornu, nouveau 1er Ministre, démissionnaire au bout de quelques heures puis renommé quatre jours plus tard, a constitué un gouvernement macroniste pur jus, qui va assurer la même stratégie des monopoles français, quitte à lâcher du lest sur certains sujets.

SOMMAIRE

P.2 et 3 : Luttes
P.4 : Quelle stratégie pour les luttes ?
P.5 : D'un gouvernement bourgeois à l'autre...
P.6 : Education - Université
P.7 à 10 : *La Relève (Congrès PCRF et AG UJC- Syndicalisme et anti-impérialisme- Apprentissage-Budget militaire)*
P.11 , 12 et 13 : Etat palestinien
P.14 et 15 : ACE (Conférence OTAN et UE)
P.16 : Bétharram

Combines électorales en vue…

La social-démocratie de droite (le PS) est remise tant bien que mal au centre des solutions parlementaires. Ainsi l'objectif politique est-il de tenir un nouveau gouvernement jusqu'aux élections municipales qui seront le théâtre de toutes les alliances des partis politiques, pour sauver une chose : les postes de maires et de conseillers municipaux. Une fois les élections municipales passées, s'ouvrira la séquence de la Vème République la plus décisive de la dictature du capital pour duper les masses avec leur propre consentement par le vote : les élections présidentielles. Ceci est la feuille de route prévue par la bourgeoisie, mais les masses ouvrières et populaires peuvent s'inviter, bousculer et renverser leurs plans.

Y voir clair sur l'impérialisme français…

Le contexte général est celui d'une concurrence exacerbée dans le système mondial des Etats impérialistes. A ce sujet, certaines organisations, y compris se réclamant du communisme, s'éloignent des positions économiques et matérialistes. Ces organisations répètent la rengaine idéologique bourgeoise sur la soumission de la France, le déclin de la France, la France qui va mal dans le monde, citent même le déficit commercial pour preuve ! En plus de ne pas s'intéresser aux conditions objectives, ces positions révèlent une totale incompréhension du développement des forces productives. Les monopoles français gagnent des positions sur tous les continents. Ils en perdent aussi bien sûr, mais sous Macron, le bilan est largement positif (d'où le soutien à Macron pour un deuxième mandat), aussi grâce aux avancées dans l'exploitation du salariat en France, aux transferts d'argent public dans les coffres forts des grandes entreprises et à la politique d'implantation là où les conditions d'exploitation sont meilleures, le prix de la main d'œuvre moins élevé ou les contrats plus profitables.

…et ses monopoles qui profitent !

En ne prenant que les 30 derniers jours (!) nous pouvons constater de nouvelles positions économiques et des marchés gagnés avec, par exemple, l'achat par la Grèce d'une quatrième frégate, la commande par le Danemark de 8 milliards de défense aérienne dont des systèmes français, une coopération signée entre Naval Group et PGZ en Pologne, Thalès qui reçoit 500 millions de l'UE pour la recherche-développement de ses radars, qui gagne un contrat à 700 millions d'euros avec Indigo (1ère Compagnie d'Asie du sud-est), Nexan (2ème fabricant mondial de câbles) qui reçoit 250 millions de l'UE notamment pour sa première mondiale des câbles à haute tension recyclés, CMA-CGM qui rachète le premier opérateur britannique de fret ferroviaire, Alstom qui signe en plus de New-York, Vancouver et Mumbaï pour 150 millions au Maroc, 1 milliard avec le New jersey, 600 millions en Nouvelle-Zélande, Vallourec (spécialiste du tube sans soudure) 1 milliard au Brésil, plusieurs constructions d'usines en Amérique par Bouygues, Air liquide, Orano, etc. C'est pourquoi un déficit commercial n'est en rien la preuve d'une faiblesse d'un capitalisme en particulier sous l'impérialisme. Les marchandises et services importés de nos propres monopoles français installés à l'étranger creusent le déficit commercial de la France.
Même la séquence de la reconnaissance par la France de l'Etat de Palestine (préparée avec l'Arabie Saoudite) a sa cause dans les énormes contrats économiques passés avec les pays du Golfe et les futurs marchés de la Palestine.

L'alibi de la dette

L'autre moyen de financer le besoin énorme en capitaux fixes des monopoles est de faire appel à la dette en particulier publique. L'Etat bourgeois français ne s'en est pas privé et continue. Les discours sur la faillite de la France (impossible puisqu'un Etat ne peut pas faire faillite) ont persisté dans le paysage médiatique et idéologique, mais les faits sont têtus et les investisseurs continuent d'acheter toujours plus de dette française, malgré des dégradations de notes par des agences.

Croire en son propre pouvoir

Malgré les médias, le peuple-travailleur a montré l'unité et la force dont il était capable pour se rassembler contre les mesures antipopulaires de Bayrou. Des premiers reculs ont été gagnés. Mais seul un rapport de force supérieur pourra faire céder les gouvernements quels qu'ils soient. Seuls un calendrier, un plan national de luttes multiformes et combinées dans la durée et le blocage des profits peuvent amener ce rapport de force supérieur. Pour cela, nous devrons déborder et contraindre les organisations syndicales qui préfèrent encore une politique de négociation et de témoignages à une politique d'affrontement contre le gouvernement et le capital.
Comme nous le disions il y a un an : le peuple doit croire en son propre pouvoir !

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !